REPORTAGE
01.03.2012

PAR NATHALIE DUBOIS ENVOYÉE SPÉCIALE À ATHÈNES ET PHILIPPE CERGEL

La Grèce confrontée à ses travaux d'Hercule

Administration, santé, justice… Pour atteindre les objectifs draconiens dictés par la troïka, le pays est secondé par une «task force» européenne. Tout est à reconstruire dans cet Etat, membre de l'UE depuis trente ans.

La photo a fait le tour du monde : le corps dans le vide, accrochée au troisième étage de son bureau, Chrysoula a menacé pendant des heures de se laisser tomber. Cette ingénieure venait d'apprendre la suppression de l'organisme de logement social OEK où elle et son mari travaillent. Son angoisse : ne plus pouvoir payer les soins pour leur enfant atteint d'une grave maladie du foie. Le drame a été évité, mais les 700 employés de l'OEK poursuivent la grève.

«Nous sommes le dernier vestige d'une politique sociale qui s'effondre. Le gouvernement a tout supprimé, il ne restait plus que nous», dénonce l'architecte Haris Gouvopoulos. Ilias Athanassiou, leader syndical, raconte : *«L'OEK a été perdu le 9 février à 5 heures du matin, lors d'un ultime arbitrage. La troïka disait : "Il me faut encore 325 millions d'économies, débrouillez-vous pour les trouver". Voilà le résultat de cette collaboration criminelle entre les nains de la politique grecque et les géants de la troïka* [le trio honni des bailleurs de fonds que forment la Commission, la Banque centrale européenne, et le Fonds monétaire international, ndlr].»

À la hache. Motif supplémentaire de révolte pour le personnel de l'OEK : cet organisme, le seul à bâtir du logement social en Grèce, ne coûte rien au budget de l'Etat puisqu'il est entièrement financé par des contributions patronales et salariales. Mais, face à un Eurogroupe inflexible, Athènes sabre à la hache, sans faire de détails. Quatre membres du gouvernement Papademos ont d'ailleurs démissionné plutôt que d'avaliser les 50 pages de conditions posées à l'octroi du second prêt international de 130 milliards d'euros censé sauver le pays d'une faillite immédiate. Approuvé le 12 février lors d'une nuit d'émeutes autour de la place Syntagma, ce mémorandum est une version moderne des douze travaux d'Hercule : descendre aux enfers de la rigueur, mais aussi terrasser l'hydre de la corruption, éradiquer l'évasion fiscale et nettoyer les écuries d'une administration archaïque et sclérosée.

«On est en train de tout reconstruire. Tout ce qui n'a pas été fait en trois décennies va devoir l'être en deux ou trois ans», résume Panos Carvounis, chef de la représentation en Grèce de la Commission européenne. Le défi est tel qu'Athènes a demandé l'assistance d'une *task force* d'experts bruxellois. *«Le IVe Reich en Grèce»,* comme certains surnomment l'équipe dirigée par l'Allemand Horst Reichenbach, a démarré son travail en septembre, avec 15 personnes sur place et 35 à Bruxelles. *«Notre tâche est*

d'aider les autorités grecques à remplir les obligations fixées par la troïka. La task force est complémentaire de la troïka, mais elle en est bien distincte», répète Georgette Lalis, à la tête de l'antenne athénienne. La crise grecque place ainsi l'exécutif européen dans une inconfortable schizophrénie, à savoir jouer en même temps le bon et le méchant flic.

«Bruxelles est face à du jamais-vu : offrir les programmes de pré-adhésion conçus pour les pays de l'Est à un Etat membre de l'UE depuis trente ans», note un diplomate européen. Faire du *State building,* inculquer le b.a.ba de la gouvernance, réduire la bureaucratie : autant de réformes structurelles bien plus longues et compliquées à mener qu'une annulation de 53% de la dette privée ou un retour forcé à l'équilibre budgétaire… *«La troïka a une vision purement comptable de court terme*, poursuit ce même observateur, *tandis que, pour la task force, cette crise présente la chance inouïe d'améliorer un Etat endéréliction depuis cent cinquante ans.»* Deux visions qui s'entrechoquent et souvent se contredisent. Dans ce gigantesque chantier de réformes, les citoyens sont perdus : les politiques sont trop haïs pour se risquer à expliquer les changements en cours. Argyro, fonctionnaire à la Sécurité sociale, a été mutée dans un immeuble flambant neuf de la banlieue d'Athènes quand les 144 caisses du pays ont été fusionnées en une seule. Son salaire a été réduit de 40%, à 780 euros, ses journées de travail remontées à huit heures et son service décimé.

Fini les contrats temporaires. L'an dernier, seul 1 départ à la retraite sur 10 a été remplacé (1 sur 5 à partir de 2012). Résultat, le secteur public a déjà fondu de 85 000 postes depuis 2009. *«C'est un peu le chaos,* soupire Argyro. *Les dossiers en retard s'accumulent. Nous, Grecs, n'avons aucun sens de l'organisation. En plus, on ne sait rien de ce qui va nous arriver. On ne nous dit rien.»* Le plus grand flou règne par exemple sur la manière dont le gouvernement va encore couper 150 000 postes (sur un total de 712 000 fonctionnaires) d'ici à 2015, comme promis à la troïka. Rien que cette année, 15 000 salariés du secteur public doivent être transférés dans une «réserve», où ils ne toucheront que 60% de leur salaire avant d'être licenciés au bout d'un an. Pour l'heure, ils sont à peine 800 parqués dans cette antichambre de la radiation.

«Le problème de l'administration grecque, ce n'est pas sa taille, à peu près comparable à la moyenne des pays de l'UE. C'est qu'elle ne fonctionne pas et n'est pas soumise à l'évaluation», relève un expert européen. Le mal grec du clientélisme est bien connu : à chaque élection, les deux partis qui alternent au pouvoir, depuis la fin de la dictature en 1974, noyautent le secteur public en y plaçant leurs amis. D'où la structure tentaculaire d'un Etat partitocratique où ont proliféré des cohortes d'entités, d'agences et autres inutiles comités Théodule. Hier au Parlement était, par exemple, votée la réduction de 56 à 31, le nombre d'organismes publics de recherche.

Millefeuille. Cette inflation bureaucratique est en tête de liste des monstres à éradiquer. Sous les auspices de la *task force,* s'organisent des jumelages : comme après la chute du Mur dans les pays candidats à l'adhésion, les Etats de l'UE offrent leur savoir-faire. Sur la réforme administrative, c'est la France qui est chef de file. Une tâche titanesque qui commencera par l'audit des structures et des ressources humaines. Ministère par ministère, il va falloir sabrer dans un millefeuille hiérarchique trois à dix fois plus épais que requis. Le FMI pilote, lui, la réforme du fisc, tandis que l'Allemagne planche sur l'organisation des régions et la Suède sur le système de santé.

«C'est un mensonge de dire que la Grèce ne veut pas se réformer», s'indigne Louka Katseli. Expulsée du Pasok pour avoir rejeté les «*conséquences sociales trop douloureuses et inéquitables»* du second plan d'ajustement, cette socialiste était ministre jusqu'en juin dans le gouvernement Papandréou. Elle s'enorgueillit d'avoir baissé les prix de 6 000 médicaments, débusqué 9 000 retraités encore payés dans la tombe, libéralisé 125 *«professions fermées»* ou raccourci de trente-cinq à deux jours les délais administratifs pour créer une entreprise : *«L'erreur est d'avoir commencé trop de réformes en même temps. Il faut se concentrer sur les principales, et surtout vérifier qu'elles s'appliquent», estime-t-elle.*

Mais la Grèce n'est plus qu'un énorme chantier : création d'un cadastre, réforme du fisc, de la justice, des retraites, du marché du travail, de la santé. Dur de ne pas perdre la tête devant les 1 000 objectifs de la feuille de route. Dans l'escouade des pompiers européens, on se partage entre scepticisme et *«optimisme prudent»* face à l'ampleur de la tâche. *«Ce programme est de la pure science-fiction. Laissons l'ancien système mourir ! Il n'en a plus que pour quelques mois»* : comme tous les membres de sa génération, Dimitris Tsigos, leader des jeunes entrepreneurs grecs, piaffe de tourner la page. *«S'il y a une chose positive dans ce drame,conclut Panos Carvoutis, au bureau grec de la Commission, c'est que le pays a compris que ça ne pouvait plus durer comme ça.»*